

CAP FINISTÈRE

PENN AR BED



Dispensé de timbrage BREST CTC

Un gouvernement de manœuvre

"Il n'ouvre pas, il manœuvre", a commenté Lionel Jospin, quelques heures après l'annonce de la composition du gouvernement Fillon.

L'ancien Premier ministre était dans le Finistère, ce jour-là, pour soutenir les candidats socialistes aux législatives : Marylise Lebranchu, le soir même, en rencontrant 300 personnes à l'espace du Roudour à Saint-Martin-des-Champs, et François Cuillandre, le lendemain, en l'accompagnant sur le marché de Saint-Renan. *"Car le devoir des responsables socialistes, dans les jours qui viennent, est de se rassembler et de s'unir pour se lancer dans cette bataille des élections législatives"*.

A Saint-Martin-des-Champs, Lionel Jospin entamait une série d'une quinzaine de réunions qu'il animera à travers le pays pour soutenir les candidats qui le souhaitent.

De la Seine-Maritime à la Haute-Garonne, l'ancien Premier ministre sillonnera les routes de France pour expliquer qu'il faut que les électeurs de gauche se mobilisent afin de constituer une force d'opposition à l'Assemblée capable de critiquer, de proposer et de freiner mais aussi de débattre et d'éclairer. Il est essentiel que les électeurs qui refusent la concentration des pouvoirs entre les mains de quelques-uns se mobilisent et participent aux scrutins des 10 et 17 juin prochains pour envoyer un maximum de député(e)s socialistes à l'Assemblée.

Cette force d'opposition est d'autant plus importante que la pente historique des différentes moutures du RPR, qui s'appelle aujourd'hui UMP, et le tempérament de Nicolas Sarkozy poussent cette famille politique à accaparer tous les pouvoirs. Il suffit pour s'en convaincre de s'attarder sur la manière dont a été constitué le gouvernement Fillon.

SUITE PAGE 2

CAP FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 24/05/2007



Et l'Europe ?

Peu présente durant la campagne présidentielle, l'Europe s'impose dans la campagne législative.

Pour aider les candidats socialistes, Bernard Poignant, président de la délégation socialiste française au Parlement européen, diffuse une lettre quotidienne. *"Nous allons assister à une accélération du calendrier européen et je pense qu'il est utile que nos candidats disposent de toutes les informations nécessaires sur ces questions"*, estime Bernard Poignant.

Premier rendez-vous : le sommet des 21 et 22 juin. La présidence européenne est actuellement assurée par la Chancelière allemande, Angela Merkel. Avant même le résultat de la présidentielle, elle a pris l'initiative de relancer le processus insti-

tutionnel bloqué depuis les "non" français et néerlandais du mois de mai 2005.

La droite n'a pas d'ambition européenne. Son projet : un mini traité au rabais soumis au seul Parlement, pour une Europe réduite aux politiques du marché. En revanche, les socialistes veulent redonner une volonté à l'Europe : pour l'emploi, pour la croissance et le développement durable, pour la recherche et l'innovation, pour les grands projets indus-



Bernard Poignant

triels. Quelle décision sera prise à l'occasion du sommet européen du mois de juin ? On ne le sait pas encore mais on pourra enfin juger Nicolas Sarkozy sur ses actes et non plus

SUITE PAGE 2

EN CLAIR !

Amateurs de poudre aux yeux, vous allez en avoir pour votre argent.

Sarkozy et Fillon nous ont concocté, en vue des législatives, un gouvernement qu'aucun démagogue ne songerait à contester. Il en faut pour tout le monde, alors tout le monde en aura. L'électeur, d'où qu'il soit, doit être satisfait et pouvoir se reconnaître dans le socialiste favorable à l'intervention en Irak ou dans la très traditionaliste catholique, en l'ancien chiraquien sigeant Al Gore ou dans la ministre de la Justice anti-juges comme son ancien patron. La palette des émotions politiques doit être complète et décourager l'électeur vindicatif. Que toutes ces personnalités conquises, débauchées ou ralliées forment un tout terriblement incohérent ne pose aucun souci aux initiateurs. Berner, berner encore et gouverner sans partage.

Un gouvernement de manœuvre (suite)

Il faut une force d'opposition à l'Assemblée, capable de critiquer, de proposer et de freiner mais aussi de débattre et d'éclairer.

*** *"Regardez déjà l'idée qu'il se fait du rôle de Premier ministre. Il est le super directeur de cabinet du nouveau Président",* a noté Lionel Jospin. Or, l'article 20 de la Constitution stipule que le gouvernement détermine la politique du pays et, l'article 21, que le Premier ministre dirige l'action du gouvernement. *"Premier ministre de Jacques Chirac pendant cinq ans, j'avais toujours ma Constitution à portée de la main",* a malicieusement rappelé Lionel Jospin.

La manière dont Nicolas Sarkozy s'est directement et personnellement impliqué dans la composition du gouvernement est d'autant plus gênante que le Président, selon l'article 5 de la Constitution, *"veille au fonctionnement des institutions"*.



M. Lebranchu entourée de son suppléant, Yvon Abiven, et de Lionel Jospin

"Ça commence mal", a ironisé l'ancien Premier ministre. Et ce n'est pas la pseudo-ouverture qui changera son jugement, au contraire. Lionel Jospin n'a pas engagé de procès d'intention contre ce gouvernement. *"On le jugera sur ses actes"*. Cependant, il n'est pas possible de lui accoler le terme *"d'ouverture"*.

Que signifie s'ouvrir ? C'est d'abord respecter les autres. Or, Nicolas Sarkozy ne respecte pas les formations politiques. Pas même la sienne. En effet, alors qu'il a fondé toute son ascension sur la présidence de l'UMP, il s'empresse, une fois élu Président de la République, de supprimer cette fonction pour la remplacer par une direction collégiale. Il faut reconnaître que ce spécialiste des trahisons et des coups bas, qui est parvenu à prendre la mairie de Neuilly à la barbe de Charles Pasqua, connaît bien les mœurs politiques de droite.

Il ne respecte pas plus les autres formations politiques. Il a dépecé le groupe parlementaire UDF en usant de menaces et de pressions et il pratique le débauchage de quelques socialistes qui, de fait, ne peuvent plus s'en revendiquer. Lionel Jospin

n'a pas voulu porter de jugement sur les deux ou trois ex-socialistes qui ont accepté de participer au gouvernement Fillon. *"Je pense simplement que l'aventure dans laquelle ils se sont engagés sera difficile",* a-t-il indiqué devant les 300 personnes réunies à Saint-Martin-des-Champs.

En résumé, Nicolas Sarkozy n'a pas cherché à s'ouvrir mais à porter des coups sur le PS, principale force de l'opposition. Car, dans le mois qui va venir, c'est bien de cela qu'il s'agit : laisser tous les pouvoirs à la droite ou permettre à l'opposition de jouer pleinement son rôle.

L'UMP est à l'Élysée, à Matignon, au Sénat. Les instances de contrôle qui doivent être indépendantes ne comptent quasiment que des membres désignés par des élus UMP. Et il faut prendre en compte que le nouveau pouvoir politique est particulièrement sensible au pouvoir économique et médiatique. Nicolas Sarkozy entretient des liens très étroits avec de grands patrons de presse. *"Or, le pouvoir politique doit être indépendant"*.

Certes, on sait déjà que les syndicats se battront et, vraisemblablement, très rapidement, compte tenu des discours des dirigeants de l'UMP. Le monde associatif aussi se mobilisera. Mais il faudra une force politique puissante pour établir un contrepoids face à l'État UMP. Ce ne sera ni l'UDF, ni le PC, ni les Verts qui pourront jouer ce rôle, a estimé l'ancien Premier ministre, *"malgré tout le respect que j'ai pour ces formations politiques"*.

C'est donc sur les épaules des socialistes que reposera ce travail. Le Finistère, qui a voté à 53,85 % pour Ségolène Royal, peut apporter une contribution significative à ce groupe. *"Déjà, vous présentez autant de candidats que de candidates et il faut le saluer",* a noté Lionel Jospin qui pressent de bons résultats au soir du 17 juin, dans notre département.



F. Cuillandre et L. Jospin à la rencontre des électeurs au marché de Saint-Renan

Et l'Europe ?

(suite)



C'est aujourd'hui qu'il faut défendre La Poste

*** sur ses discours. Les socialistes français et les sociaux-démocrates allemands ont, pour leur part, signé une déclaration conjointe dans laquelle ils confirment leur attachement à une *"Europe transparente et proche des citoyens, qui ne se contente pas d'être une puissance économique mais qui soit fortement sociale"*.

Autre sujet brûlant, la directive postale. *"Ce projet, très controversé, doit être adopté lors de la session de juin 2007 au Parlement européen",* rappelle Bernard Poignant.

Les socialistes ont de l'ambition pour l'Europe

"Quel que soit le résultat du vote et le contenu du texte final, il aura pour conséquence de devenir la règle de droit qui devra être transposée en droit national. La transposition de cette directive passera obligatoirement par un

débat au sein de l'Assemblée nationale". Ce sont donc les députés élus le 17 juin qui accompliront ce travail. Il n'est donc pas inutile de demander aux candidats la position qu'ils vont défendre. Car c'est maintenant que La Poste doit être défendue. Les Français ont, sans relâche, témoigné leur attachement aux services publics. La logique financière ne doit pas l'emporter sur celle du service public. La Poste doit offrir un service de qualité, accessible à tous les citoyens, quels que soient leur lieu de résidence et leur niveau de ressources.

"Le Parti Socialiste s'oppose à la libéralisation totale du marché postal", souligne Bernard Poignant. *"Nous souhaitons, au contraire, défendre une régulation publique forte pour un service de qualité aux usagers"*.

C'est aussi sur ces enjeux que les électeurs devront se déterminer, les 10 et 17 juin prochains.

Richard Ferrand, candidat de convictions

Dans la 6^{ème} circonscription du Finistère, la plus étendue de France, Ségolène Royal a rassemblé 53 % des électeurs, le 6 mai dernier.

"C'est une bonne base pour aborder le scrutin législatif", estimait Richard Ferrand, le 10 mai, date symbolique, devant près de 200 adhérents et sympathisants rassemblés à la salle des fêtes de Châteaulin.

En présence de sa suppléante, Dominique Trétout, de Yolande Boyer, sénatrice-maire de la ville, et de Pierre Maille, président du Conseil général, le candidat socialiste a précisé les grandes orientations de sa campagne.

D'abord, confirmer le vote des électeurs de gauche. "Ils ont dit oui à l'éducation, à l'emploi, à la justice fiscale, à la sécurisation des parcours professionnels, à la laïcité". C'est sur ces bases que le plus grand nombre de députés socialistes doivent être élus, le 17 juin, afin de constituer un contre-pouvoir fort. "Il faut que ces électeurs soient représentés à l'Assemblée". On sait dans cette circonscription, ce que signifie le désengagement de l'État et on



Richard Ferrand et André Le Gac, conseiller général de Daoulas, le 17 mai, au marché de Plougastel avec les adhérents de la section

mesure bien le rôle que doit jouer le député pour défendre les services publics.

Le sortant, par ailleurs président départemental de l'UMP, a, pendant cinq ans, voté tous les budgets à Paris. Cela ne l'a pas empêché de verser des larmes de crocodile sur les fermetures de postes dans les écoles. Et qu'a-t-il fait pour que l'État parti-

cipe au financement des travaux du pont de Térénez ?

"Je veux une campagne projet contre projet, sans polémique", a insisté Richard Ferrand, en direction de celui qui qualifiait notre candidate à la présidentielle, Ségolène Royal, de "mauvaise cantinière qui va laisser le peuple mourir de faim".



Qui remplacera Tony Blair ?

Avec Richard Corbett

Après dix années passées au 10, Downing Street, Tony Blair a décidé de passer la main. Richard Corbett, eurodéputé travailliste, nous explique comment sera désigné son successeur.

Cap Finistère : Pourquoi Tony Blair a-t-il décidé de quitter le gouvernement maintenant ?

Richard Corbett : Il aurait pu rester au pouvoir mais il est élu depuis dix ans. Il a toujours laissé entendre qu'il cesserait ses fonctions au bout d'un certain temps.

Cap Finistère : Comment va être désigné son successeur ?

Richard Corbett : Un vote interne sera organisé au sein du parti travailliste. Les députés aux communes et les eurodéputés disposeront d'un tiers des

voix, les adhérents du Labour d'un autre tiers et les syndicats affiliés au parti travailliste du dernier tiers. En tout, cela représente cinq à six millions de personnes. Le favori est Gordon Brown et on évoque la possibilité d'une candidature venant de l'aile gauche voire d'extrême gauche du parti.

Cap Finistère : Qui est Gordon Brown ?

Richard Corbett : Il est ministre des Finances depuis dix ans. A ce poste, il a remporté de grands succès. Il faut savoir que le chancelier de l'Échiquier dispose chez nous de grands pouvoirs.

Il est écossais, militant du Labour depuis sa jeunesse. Il s'inscrit plutôt dans la continuité de Tony Blair mais leurs styles sont très différents. Gordon Brown est un peu moins à l'aise face aux médias, il est plus réservé que l'actuel Premier ministre, peut-être aussi plus "intellectuel".

Cap Finistère : Que faut-il retenir des dix années de Tony Blair au pouvoir ?

Richard Corbett : il faut distinguer la politique intérieure et extérieure. Sur le plan interne, le gouvernement travailliste a remporté de beaux succès économiques et sociaux. La relance de la croissance, la baisse du chômage, la reconstruction des services publics mis à mal par les conservateurs, en particulier dans l'éducation et la santé, la mise en place de droits syndicaux et la création d'un salaire minimum.

Le bilan international est plus mitigé. Dans la communauté internationale et même au sein du parti travailliste, des voix se sont élevées pour exprimer des doutes ou des condamnations à propos de la participation militaire britannique en Irak.

En revanche, sur l'Europe, il faut reconnaître que Tony Blair fut le Premier ministre le plus européen depuis longtemps. Il a signé les traités d'Amsterdam et de Nice. Il reste un Européen convaincu.

Rendez-vous

25 mai
à 20 h 30, réunion publique de Richard Ferrand à Carhaix.

25 mai
à 20 h 30, réunion publique de J.J. Urvoas à la MPT de Kerfeunteun à Quimper,

29 mai
Martine Aubry à Quimper (à confirmer).

29 mai
à 20 h 30, réunion publique de François Cuillandre, salle des Pierres Noires à Saint-Renan.

30 mai
à 18 h 30, réunion publique de J.J. Urvoas à la mairie de Briec.

30 mai
à 18 h 30, réunion publique de Richard Ferrand, mairie du Faou.

31 mai
à 18 h 30, réunions publiques de J.J. Urvoas, à Pleuven, salle "la Chaumière", et à 20 h 30, à la mairie d'Erugué Armel, g^{de} salle.

1^{er} juin
à 18 h 30, réunion publique de J.J. Urvoas à la MPT de Plomelin.

2 juin
à 20 h 00, réunion publique de Richard Ferrand, salle polyvalente de Hanvec.

5 juin
Bertrand Delanoë dans le Finistère.

S'abonner :

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

Abonnement pour 1 an : 15 €

Abonnement de soutien :
à partir de 20 €

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste.

EN SAVOIR PLUS ...

La concentration des exploitations va se poursuivre

Pour Louis Le Pensec, ancien ministre de l'Agriculture, "la nomination de M^{me} Lagarde à l'Agriculture est une nouvelle illustration de la cogestion UMP-FNSEA de la politique agricole, y compris dans le choix de la titulaire du poste".

"Ce choix est révélateur que la politique agricole se fera encore moins à Paris qu'à Bruxelles ou à l'OMC, avec le risque évident que la PAC devienne vite une variable d'ajustement budgétaire de la politique européenne de la France", poursuit le sénateur du Finistère.

"La composition du gouvernement appelle une autre remarque. On a plus connu dans le passé un grand ministère de l'Agriculture face à un ministère modeste de l'Écologie. Désormais, c'est un vice-premier ministre qui aura en charge l'Environnement, dont l'eau, l'aménagement rural, bref la politique territoriale rurale.

Du rapport de force entre les deux résultera la politique agricole de la France.

La pleine adhésion de la Ministre et du Chef de l'État aux thèses libérales doit préparer le monde agricole à la poursuite active du mouvement de concentration des exploitations vers un nombre limité d'agro entreprises", prévient Louis Le Pensec.

Mauvaise foi ou méconnaissance des dossiers ?

Lors de l'inauguration du forum de Ploudaniel, Jacques le Guen, député UMP sortant, a dénoncé "la décision inacceptable et unilatérale de Bruxelles", en évoquant le projet de fermetures des quatre captages d'eau potable et les mesures drastiques envisagées sur cinq autres bassins versants, dont celui de l'Aber Wrac'h.

Chantal Guittet, candidate socialiste dans la 5^{ème} circonscription a vivement réagi à ces propos sur son blog :

<http://www.guittet2007.fr/> "Non Monsieur le député, ce projet n'est pas à l'initiative de Bruxelles ! Ces mesures brutales ont été prises par le gouvernement français, pour éviter une condamnation coûteuse, pour non respect de la directive sur la qualité de l'eau qui date de 1975."

"La situation difficile, dans laquelle se trouvent nos agriculteurs, est la conséquence directe de la politique menée par le gouvernement de droite, avec l'appui de sa majorité parlementaire", rappelle la candidate socialiste.

Disparition

Nous avons appris avec tristesse la disparition de Jacques Malgorn, adhérent de longue date au Parti Socialiste. Militant très actif à Brest Rive droite pendant des années, il vivait et militait sur l'île de Batz.

Nous adressons nos plus sincères condoléances à son épouse Edith et ses enfants Gaël et Ronan.

Annonces légales & judiciaires

Maître Marie-Agnès BROUDEUR
Notaire à PLEYBER-CHRIST (29410)
Rue Pasteur

CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Par acte reçu par Me BROUDEUR, notaire à PLEYBER-CHRIST, le 14 mai 2007, enregistré au Service des Impôts des Entreprises de MORLAIX, le 16 mai 2007, bordereau n° 2007/400, Case n° 3, Monsieur Franck ROIGNANT, demeurant à ANDEVILLE (60) 4, rue Marchand Hebert, a vendu un fonds de commerce de DÉBIT DE BOISSONS, ARTICLES DE FUMEUR, BIMBELOTERIE, exploité à CLÉDER (29233) 6, rue de l'Armorique, à Madame Sylvie GUILLOU, épouse LE LEZ, demeurant à CLÉDER - Le Vern,

Moyennant le prix principal de CENT MILLE EUROS (100 000 euros) - éléments incorporels : 95 000 € ; matériel : 5 000 €.

Entrée en jouissance à compter du 14 mai 2007.

Les oppositions devront être faites en l'étude de Me BROUDEUR chez qui domicile est élu, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales.

Pour unique insertion

AVIS DE CHANGEMENT DE RÉGIME MATRIMONIAL

Information concernant les époux : Monsieur SCOUARNEC Jean-Claude, né à TAULÉ (29670) le 30 janvier 1947, et Madame COZIC Ange-Marie, née à CARANTEC (29660) le 6 mai 1947, demeurant à GUICLAN (29410) Mezavel, de nationalité française, mariés à GUICLAN (29410) le 31 décembre 1966.

Information concernant la modification du régime matrimonial : Adoption du régime de la communauté universelle avec clause d'attribution intégrale de la communauté universelle au survivant des deux époux. Acte contenant le changement de régime matrimonial reçu par Maître Marie-Agnès BROUDEUR, notaire à PLEYBER-CHRIST, rue Pasteur, le 14 mai 2007.

Information concernant l'opposition : Opposition à adresser, s'il y a lieu, dans les trois mois de la date de parution du présent avis, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier, auprès de Maître Marie-Agnès BROU-

DEUR, notaire à PLEYBER-CHRIST, rue Pasteur.

Pour avis et mention,
Me BROUDEUR, notaire

SARL BD
SARL au capital de 8 000 €
Siège social : 22, quai de la Douane
29200 BREST
481 547 008 RCS BREST

Aux termes d'une décision en date du 20 septembre 2006, les associés ont décidé, conformément aux dispositions de l'article L. 223-42 du Code de Commerce, qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la société.

Pour avis
La Gérance

AGRI TRAVAUX D'ARMOR
SARL au capital de 34 167,74 euros
Siège social : "Vourch Vian"
29290 TRÉOUERGAT
RCS BREST 380 010 397

Aux termes d'une délibération en date du 28 juin 2006, l'Assemblée Générale a décidé qu'il n'y avait pas lieu de dissoudre la Société par application des dispositions de l'article L. 223-42 du Code de Commerce.

Pour avis
La Gérance

Cap Finistère - Le Breton Socialiste

26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél : 02 98 53 20 22 - Fax : 02 98 53 12 20

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Jean-Jacques URVOAS
RÉDACTEUR EN CHEF
Jean-Yves CABON

Impression : Presses Associatives du Finistère
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST
Tél : 02 98 43 44 39 - Fax : 02 98 43 64 03
CPPAP 1207 P 11428